

FUSIONS POLE EMPLOI / MISSIONS LOCALES :
MACRON SACRIFIE L'ACCOMPAGNEMENT GLOBAL DES JEUNES SUR L'AUTEL DU LIBERALISME !
Il faut créer une Agence Nationale pour l'Accompagnement et l'Insertion des Jeunes

Nées en 1982, les missions locales accompagnent les jeunes en prenant en compte la globalité de leur situation. Cet accompagnement est régulièrement plébiscité par les jeunes lors d'enquêtes de satisfaction.

Saluées, encouragées reconnues, par les Gouvernements précédents, que ce soit en 2005, où elles intègrent le Code du Travail, en 2009, où elles sont reconnues comme le pivot de l'accompagnement des jeunes, ou bien en 2013 quand on leur confie la Garantie Jeunes et le CEP, par exemple.

Macron est aveuglé par un libéralisme dont les volontés sont de rompre avec l'Etat Nation, et d'attaquer notre sécurité sociale pour en finir avec le programme du Conseil National de la Résistance. Son gouvernement poursuit une politique néfaste pour toutes les couches de la population que ce soit les retraités, les privés d'emploi, les plus pauvres et désormais les jeunes.

Ainsi en Juillet 2018, une idée saugrenue autant que déraisonnable a germé au sein du pouvoir en place en même temps que le projet CAP 22 visant à détruire nos services publics : Expérimenter localement des fusions entre Pôle Emploi et les missions locales. Et ce, au moment où des milliers de postes seront supprimés dans les prochaines années à Pôle Emploi !

Une note DGEFP/Pôle Emploi motive ce projet en en donnant le mode d'emploi. Il s'agit de renforcer la coordination entre les acteurs du Service Public de l'Emploi (SPE). De mieux articuler l'accompagnement des jeunes entre pôle emploi et les missions locales. Cette transformation doit se réaliser en profondeur précise la note, qui indique aussi que Pôle Emploi sera également l'interlocuteur de la Missions Locale en matière de dialogue de gestion en lieu et place de l'Etat (via ses Direccte).

Nul n'est dupe. Derrière tous ces termes se cache une dissolution du réseau des Missions Locales au sein de Pôle Emploi. Les savoir-faire et les métiers des missions locales ce n'est pas que l'emploi, ni le « job first » imposé par la DGEFP aux missions locales et aux jeunes dans le cadre de la Garantie jeunes. Le métier des missions locales, nos missions de service et d'utilité publics c'est l'accompagnement global des jeunes, non seulement vers l'emploi, mais également leur autonomie, mais aussi vers la citoyenneté.

Fusionner Pôle Emploi et les Missions Locales c'est tout simplement supprimer les missions locales mais également l'accompagnement global des jeunes (plus d'1 million de jeunes chaque année). Ces fusions disparition vont également signer le désengagement de l'Etat dans le financement des missions locales.

La CGT Missions Locales dénonce et rejette cette politique du gouvernement Macron qui n'a jamais eu de programme politique en direction de la jeunesse (Il n'est qu'à lire les 19 propositions du candidat Macron pour s'en rendre compte).

Les missions locales sont et resteront le pivot de l'accompagnement global des jeunes mis en difficulté. Macron méprise la jeunesse et il ne la voit pas !
La CGT Missions locales demande l'abandon de ce projet de fusion Pôle Emploi / Missions Locales et se joindra à toutes initiatives allant dans ce sens.

C'est la raison pour laquelle la CGT propose que soit créée une Agence Nationale pour l'Accompagnement et l'Insertion des Jeunes. Cette agence permettra entre autres de sécuriser les financements, une égalité de traitement sur l'ensemble du territoire, d'être l'outil d'une réelle politique d'insertion jeunesse, de renforcer le réseau de l'accompagnement et de l'insertion des jeunes.

Le mardi 9 octobre 2018 tous en grève et en manifestation pour contester la politique du gouvernement !